

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Art. 12. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 december 1991,

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

F. 92 — 634

27 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités de calcul des anciennetés sociale et pécuniaire des membres des personnels de l'Enseignement de promotion sociale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 111 modifié par le décret du 19 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture notamment l'article 13, § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 4 novembre 1976;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Vu l'arrêté royal du 29 août 1985 portant harmonisation des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 juillet 1991;

Vu le protocole du 11 octobre 1991 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et vu la délibération de l'Exécutif en date du 11 décembre 1991,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté s'applique aux membres du personnel qui exercent, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, une ou plusieurs fonctions principales au sens de l'article 111, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Art. 2. Les anciennetés sociale et pécuniaire des membres des personnels visés à l'article 1^{er} sont fixées conformément à l'article 111, § 2, alinéa 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Par ancienneté sociale, il faut entendre l'ancienneté visée à l'article 14 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, doit se lire de la manière suivante :

§ 1^{er}. Sont admissibles pour autant qu'ils n'aient pas été pris en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire dans le cadre de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à partir de l'âge de 20, de 21, de 22, de 23 ou 24 ans, selon la classe de son échelle, dans un cours à horaire réduit organisé, subventionné ou reconnu en vertu des lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957 et dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par l'Etat ou la Communauté française.

Art. 4. § 1^{er}. Les services admissibles dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire des membres du personnel visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 29 août 1985 portant harmonisation des dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit sont fixées conformément aux dispositions du § 2 du présent article.

§ 2. Pour l'établissement de l'ancienneté pécuniaire des membres des personnels visés à l'article 1^{er} sont admissibles tous les services admissibles visés aux articles 16 et 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique et à l'article 13 de l'arrêté royal du 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel des cours à horaire réduit relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, tel qu'il est modifié par le présent arrêté.

§ 3. Les services visés au § 2 sont pris en considération aux conditions d'admissibilité, de durée et d'importance fixées respectivement par les deux arrêtés royaux précités.

Toutefois, les dispositions de l'article 18, d, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 précité ne sont pas applicables aux membres du personnel visés à l'article 1^{er}.

Art. 5. Pour l'établissement de l'ancienneté sociale des membres des personnels visés à l'article 1^{er} entrent en ligne de compte tous les services effectifs admissibles en vertu des points 2^o et 4^o de l'article 41 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Toutefois, lorsqu'un membre du personnel a exercé, dans l'enseignement de plein exercice, une fonction réputée tantôt principale, tantôt accessoire, entrent également en ligne de compte les services effectifs rendus à titre accessoire dans l'enseignement de plein exercice.

Art. 6. Dans le calcul des anciennetés, la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1991.

Art. 8. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

N. 92 — 634

27 DECEMBER 1991. — Besluit van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de berekeningswijze van de sociale en geldelijke anciënniteit van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. op artikel 111 gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der leergangen met beperkt leerplan afhankelijk van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur, inz. op artikel 13, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 4 november 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1985 houdende harmonisering van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 15 juli 1991;

Gelet op het protocol van 11 oktober 1991, van Sectorcomité IX en het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Ministerie van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 11 december 1991,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit is van toepassing op de personeelsleden die in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs één of meer hoofdamten uitoefenen zoals bedoeld bij artikel 111, § 3, lid 1 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 2. De sociale en de geldelijke anciënniteit van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden, worden overeenkomstig artikel 111, § 2, lid 2, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie vastgesteld.

Onder sociale anciënniteit dient te worden verstaan de anciënniteit bedoeld in artikel 14 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 100 van het koninklijk besluit van 22 maart 1960 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit moet artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der leergangen met beperkt leerplan afhankelijk van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur, luiden als volgt:

« § 1. Komen in aanmerking voor zover ze niet werden meegerekend voor het bepalen van de geldelijke anciënniteit overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs: de werkelijke diensten door het personeelslid verstrekt vanaf de leeftijd van 20, 21, 22, 23 of 24 jaar, naar gelang van de klasse van zijn schaal, in een leergang met beperkt leerplan die georganiseerd, gesubsidieerd of erkend wordt krachtens de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957, en in het door de Staat of de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie.

Art. 4. § 1. De diensten die in aanmerking komen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit van de personeelsleden bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 houdende harmonisering van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan, worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van § 2 van dit artikel.

§ 2. Voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden komen alle diensten in aanmerking bedoeld in de artikelen 16 en 17 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, en in artikel 13 van het koninklijk besluit van 10 maart 1965 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der leergangen met beperkt leerplan afhankelijk van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur zoals gewijzigd bij dit besluit.

§ 3. De in § 2 bedoelde diensten worden in aanmerking genomen onder de voorwaarden die, betreffende de inaanmerkingneming, de duur en de omvang, bij de twee bovenvermelde koninklijke besluiten vastgesteld zijn.

De bepalingen van artikel 18, d, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 15 april 1958 zijn niet van toepassing op de in artikel 1 bedoelde personeelsleden.

Art. 5. Voor de vaststelling van de sociale anciënniteit van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden gelden alle werkelijke diensten die in aanmerking komen krachtens de punten 2 en 4 van artikel 41 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 100 van het koninklijk besluit van 22 maart 1960 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Wanneer een personeelslid in het onderwijs met volledig leerplan een ambt uitgeoefend heeft dat nu eens een hoofdambt, dan weer een bijbetrekking is, komen de werkelijke diensten, die in het onderwijs met volledig leerplan als bijbetrekking werden gepresteerd, eveneens in aanmerking.

Art. 6. Bij de berekening van de anciënniteit kan de duur van de diensten, verstrekt in twee of meer ambten met al dan niet volledige prestaties, de duur van de diensten die in een ambt met volledige prestaties verstrekt werden tijdens dezelfde periode, niet te boven gaan.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1991.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap:

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FRAUX

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

F. 92 — 635

27 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant les règles des ajustements des dotations de périodes
dans l'enseignement de promotion sociale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 août 1990 dressant la liste des sections ou formations à caractère occupationnel dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 juillet 1991;

Vu le protocole du 11 octobre 1991 du Comité de secteurs IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;